CANADA – La pression citoyenne ne faiblit pas

Par Christophe NOISETTE

Publié le 31/07/2007, modifié le 16/04/2025

Le 8 août 2007, des militants de Greenpeace ont taillé un point d'interrogation, long de 61 mètres, dans un champ de maïs OGM, à Abbotsford, en Colombie-Britannique [1]. Cette action symbolique visait à dénoncer le flou, notamment au niveau de l'innocuité sanitaire, qui entoure les cultures transgéniques au Canada et à exiger que le gouvernement impose un étiquetage obligatoire des produits issus d'OGM. Actuellement, le gouvernement prône un étiquetage volontaire des OGM qui, comme le rappelle Greenpeace "n'a produit à ce jour aucune étiquette". Greenpeace précise aussi que 86% des Québécois le souhaitent pourtant, tout comme 79% des Britanno-colombiens. Le 30 août, l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA, seule organisation professionnelle regroupant les agriculteurs québécois) annonçait qu'elle avait modifié sa position sur l'étiquetage des OGM [2]. Après s´être opposé pendant plusieurs années à cette mesure, le regroupement de producteurs agricoles en accepte désormais le principe. "Les consommateurs ont le droit d'avoir l'information sur les produits qu'ils consomment", a affirmé le président de l'UPA, Laurent Pellerin, en marge des audiences de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Cependant, il a aussi mis en garde contre l'étiquetage des OGM qui ne serait qu'une approche de marketing sans réellement informer et protéger les consommateurs. Il s'interroge : "Si on fait l´étiquetage des OGM, qui va payer pour ça ? Qui va contrôler ? Qui va faire la vérification ?".

[1] http://www.greenpeace.org/canada/fr...

[2] http://www.cyberpresse.ca/article/2...

Adresse de cet article : https://infogm.org/canada-la-pression-citoyenne-ne-faiblit-pas/